Pourquoi mener des actions de désobéissance civile en tant que scientifiques ?

Nous, scientifiques, avons organisé ce weekend des actions de désobéissance civile. Ce texte expose nos motivations, notre positionnement et nos interrogations. Nous appelons tous nos collègues ayant compris la gravité de la situation à nous rejoindre : loin de ternir notre crédibilité, ces actions renforcent la prise en compte de nos alertes et la confiance que les citoyen·nes nous accordent.

Mediapart **Billet de blog** 17 oct. 2022 par Scientifiques en rébellion
https://blogs.mediapart.fr/scientifiques-en-rebellion/blog/171022/pourquoi-mener-des-actions-de-desobeissance-civile-en-tant-que-scientifiques?utm_source=global&utm_medium=social&utm_campaign=SharingApp&xtor=CS3-5

Nous sommes des membres de la communauté scientifique extrêmement alarmé·es par la catastrophe écologique en cours. C'est la raison pour laquelle nous avons décidé d'initier ou participer à des actions de désobéissance civile en France *en tant que scientifiques*. Certain·es parmi nous ont décidé de participer aux actions du collectif international *Scientist Rebellion* qui ont lieu en ce moment-même en Allemagne. D'autres ont décidé de mener des actions en France avec des collectifs citoyens comme Extinction Rebellion (XR) et ANV-COP21, que nous soutenons et avec qui nous collaborons activement. Nous appelons tous nos collègues scientifiques à nous rejoindre dans le cadre du collectif Scientifiques en Rébellion pour amplifier ce mouvement de désobéissance qui ne cesse de se développer depuis quelques années dans le sillage de la tribune en Une du journal *Le Monde* signée en 2020 par plus de 1 000 scientifiques.

Les raisons de notre mobilisation

Les premières alertes des climatologues concernant les risques du réchauffement datent de plus de 50 ans déjà. Cependant, l'inquiétude de nos collègues s'est amplifiée ces dernières décennies au fur et à mesure que le consensus actuel sur l'origine anthropique du réchauffement se renforçait, que les conséquences du réchauffement devenaient plus clairement visibles, et que l'absence de réactions des puissances publiques hypothéquaient nos capacités d'atténuation et d'adaptation. Nous ne développerons pas ici l'argumentaire sur l'urgence climatique : tout est déjà décrit depuis longtemps dans les rapports du GIEC. Nous nous contenterons d'illustrer notre inquiétude par la figure présentée au gouvernement par notre collègue Valérie Masson-Delmotte le 31 août dernier. Ce graphique illustre le décalage entre les politiques publiques actuelles et la trajectoire de réduction des émissions de gaz à effet de serre nécessaire pour respecter l'accord de Paris de 2015. Ce décalage contredit tous les discours d'auto-satisfaction qu'on retrouve à toutes les échelles (internationale, nationale, et locale), affirmant que tout est mis en œuvre pour réduire significativement nos émissions de gaz à effet de serre. Il en va de même pour les tentatives de préservation de la biodiversité, qui ne cesse d'être dégradée et détruite par les activités humaines : les objectifs sur la réduction des pesticides ou le « Zéro artificialisation nette des sols » ne sont pas plus respectés. Pire, les ravages qu'ils sont censés corriger se sont amplifiés.

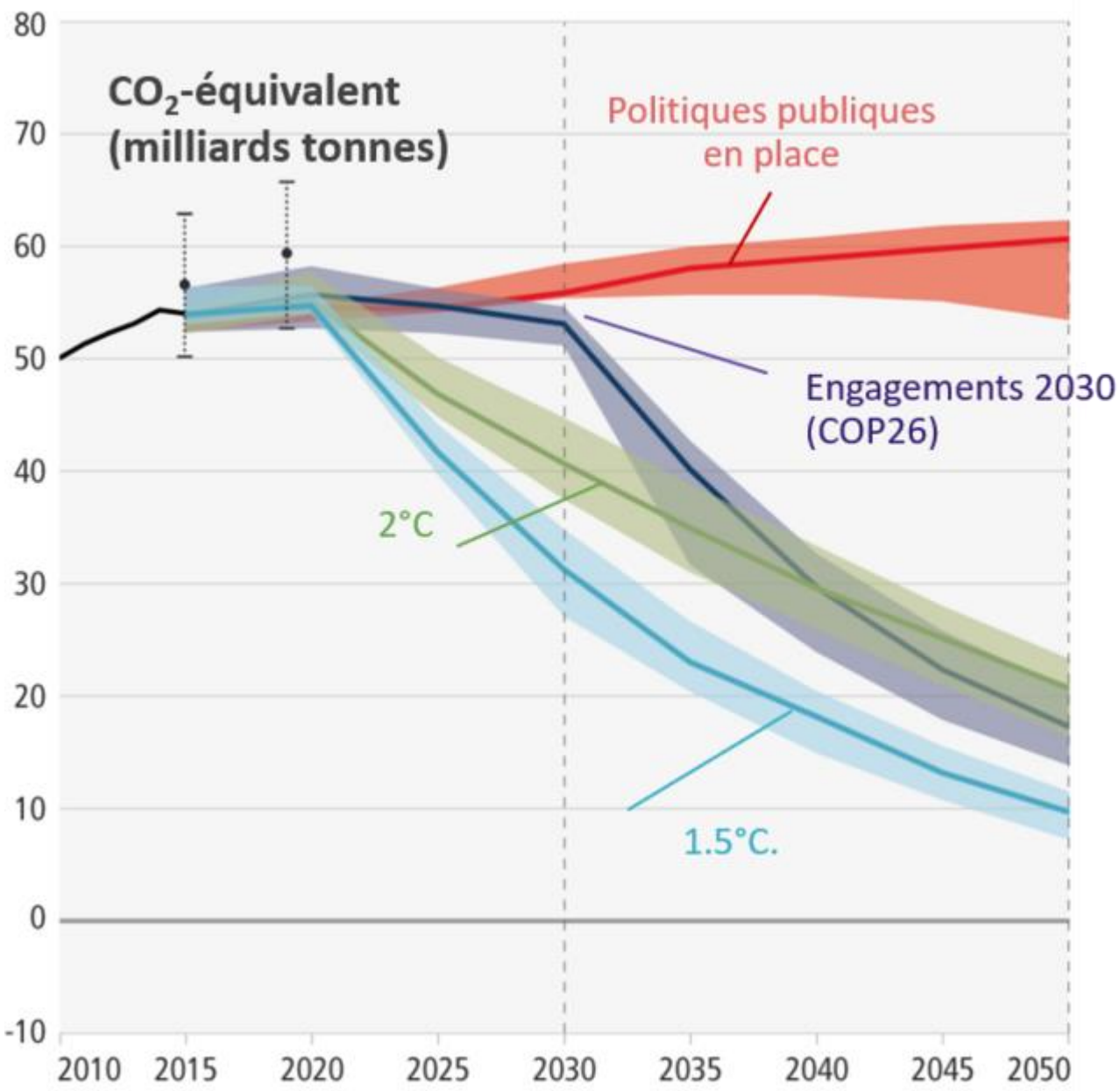

Figure illustrant la différence entre les profils d'émissions CO2 nécessaires pour limiter le réchauffement climatique à +1.5°C ou 2°C et les émissions projetées si les politiques actuelles sont poursuivies © Valérie Masson Delmotte, d'après une figure du rapport AR6, WG III du GIEC (2022)

Face au chaos environnemental possible, et aux décennies d'inertie ou d'échec, la désobéissance civile s'impose pour des raisons qui ont déjà été exposées dans une récente tribune du journal *Le Monde*, à la suite de publications dans des revues scientifiques de premier plan comme *Nature Climate Change* ou *The Lancet*. Nous souhaitons ici développer plus spécifiquement certains aspects liés à la désobéissance civile de scientifiques. Notre décision « d'entrer » en désobéissance civile ne va pas de soi : elle soulève des questions complexes et génère au sein de notre mouvement des discussions et des débats, que nous préférons exposer publiquement. En effet, le statut de scientifiques nous impose une déontologie dont nous ne saurions nous défaire, fut-ce dans le cadre de la désobéissance civile : appuyer nos réflexions et analyses sur des connaissances et des études solides, questionner et éprouver ces savoirs, et surtout dire la vérité à nos concitoyen·nes qui nous font confiance et financent nos travaux et salaires par leurs impôts.

Comment parler avec justesse de la situation ?

Nos premiers doutes concernent la manière de parler à nos concitoyen·nes de la situation présente. Pas plus que n'importe qui, nous ne sommes capables de prévoir l'avenir. Néanmoins, beaucoup parmi nous ont passé ces dernières années à essayer d'appréhender la situation présente dans toute sa complexité et ses multiples dimensions (climatique, écologique, énergétique, technologique, sanitaire, sociale, politique, historique…), tentant d'assembler patiemment une lanterne suffisamment puissante pour percer un tant soit peu le brouillard des futurs possibles. Les incertitudes restent nombreuses, en particulier en ce qui concerne de possibles points de bascule (*tipping points*) climatiques, écologiques et bio-géo-chimiques, ouvrant la possibilité d'événements encore plus catastrophiques que ceux actuellement anticipés. Mais l'incertitude « sociale » est peut-être encore plus forte : les choix politiques qui seront faits ou l'éventuelle montée de mouvements citoyens sont non modélisables et difficilement anticipables.

Beaucoup parmi nous pensent que nous allons tout droit vers un réchauffement climatique de +3°C ou plus dès la fin de ce siècle et que l'accord de Paris ne sera pas respecté, et de loin. Nous savons bien que ces chiffres ne sont pas suffisamment parlants pour la plupart de nos concitoyen·nes. Pour comparaison, la différence de température moyenne entre aujourd'hui et la dernière ère glaciaire (il y a plus de 10 000 ans) est de 6°C. Le réchauffement depuis s'est fait de manière très lente et progressive ce qui a permis à la biodiversité et à l'humanité de s'adapter. Les projections scientifiques permettent de mieux appréhender ce que +3°C en un temps si court signifient : une série de catastrophes qui mettront en péril les bases de nos sociétés et résulteront en des centaines de millions de morts. Peut-être plus, espérons-le moins, peut-être beaucoup plus. Peut-être le chaos et l'effondrement, qu'anticipent les trois quarts de nos collègues si nous continuons sur la trajectoire présente. Le pire n'est pas certain, mais il devient malheureusement de plus en plus probable au fur et à mesure que les années d'inaction passent.

Face à cela, que dire et que faire ? Nos collègues de *Scientist Rebellion* ont décidé d'axer leur campagne en Allemagne spécifiquement sur ce point : demander que les scientifiques spécialistes du climat reconnaissent publiquement qu'il est maintenant presque certain que le réchauffement dépassera largement les +1.5 °C. Le positionnement habituel des scientifiques serait plutôt de tourner les choses ainsi : « il nous reste une toute petite fenêtre pour réussir à rester en dessous de +1.5°C ». Cette phrase est techniquement juste car, si par une expérience de pensée, nous arrêtions de suite d'émettre tout gaz à effet de serre, nous respecterions probablement l'accord de Paris. Elle est néanmoins socialement et politiquement bien loin de ce qui se profile car il n'y a actuellement aucun signe que les différents acteurs se mettent subitement à jouer pleinement la partition qui devrait être la leur pour respecter l'accord de Paris. Les rapports du GIEC insistent sur la nécessité d'une transformation rapide, d'ampleur inédite et impliquant l'ensemble des acteurs dans une même direction. Pourtant nous n'assistons pas à un infléchissement à la hauteur : États et entreprises continuent une politique de croissance économique à tout prix sur fond de compétition internationale. Ce qui signifie que, en l'état, cette politique nous maintient sur une trajectoire menaçant clairement l'habitabilité de la planète.

Quelles propositions ?

Le deuxième point de discussion qui nous anime concerne des mesures politiques concrètes à envisager. Nous nous attendons à ce que, suite à nos actions passées et à venir, citoyen·nes et journalistes nous demandent quelles sont nos éventuelles « revendications » ou « mesures proposées ». Ce qui nous met dans une situation délicate. D'abord parce que, en tant que scientifiques, nous ne sommes pas habitué·es à prescrire. Nous pouvons essayer de comprendre des phénomènes, de restituer leur complexité, nous pouvons montrer les limites et les impasses de certaines pratiques, ou encore vérifier si des mesures sont alignées avec des ambitions, mais nous ne sommes pas en position de dire ce qu'il faudrait faire. Ensuite, parce que nous pensons que les transformations sociétales dont nous avons besoin pour limiter la catastrophe écologique doivent être débattues publiquement et démocratiquement, et qu'afficher une liste de mesures pourrait laisser penser que nous avons une appétence pour la technocratie, pour une « démocratie des expert·es », pour un modèle politique où les

scientifiques murmurent à l'oreille des Princes·ses ou encore pour une société dans laquelle les scientifiques détiendraient un pouvoir politique spécifique. Ce qui, en l'occurrence, est loin d'être notre vision. Enfin parce que la question de ce qu'il faut faire est une question fondamentalement éthique et politique, c'est-à-dire qu'elle implique d'abord un débat sur les valeurs : à quoi tenons-nous vraiment et de quoi pouvons-nous nous passer ? Quelles sont nos conceptions de l'équité, de la justice, de la démocratie, du bien vivre ? Quelle place souhaitons-nous accorder au marché, à la propriété privée, à l'État, à la liberté de consommer ? De telles questions n'ont évidemment pas de réponse scientifique mais relèvent d'une délibération collective que nous appelons de nos vœux.

Prenons un exemple concret qui est régulièrement mis sur le devant de la scène : le transport aérien. Les spécialistes du sujet affirment qu'il est peu probable de pouvoir respecter l'accord de Paris sans une baisse plus ou moins forte du trafic (différente pour un objectif de +1.5°C ou de +2°C), à moins de décider de consacrer à l'avenir une part très importante de notre électricité au transport aérien, et de faire baisser plus vite que la moyenne d'autres activités. Mais cette baisse du trafic peut être induite par des mesures diverses en termes d'équité, de moyens nécessaires, d'impact économique, d'organisation, de philosophie, etc. Si nous dressions une liste de mesures possibles, piochées dans les propositions de différents acteurs de toutes sensibilités, nous pourrions y trouver par exemple i) une taxation élevée du kérosène, ii) l'arrêt de la publicité pour les voyages en avion, iii) un quota de production d'avions, iv) un quota des mouvements d'avions dans les aéroports, iv) la limitation des voyages aux raisons humanitaires et/ou d'affaire, v) des campagnes de communication gouvernementale appelant les citoyen·es à ne plus utiliser l'avion, vi) un quota de voyages par personne, vii) l'inclusion des voyages dans un projet global de quota carbone, viii) un voyage international offert par l'Etat à tous les citoyen·nes une fois dans leur vie, accompagné d'une année sabbatique, mais interdiction au-delà, ix) une nationalisation des compagnies aériennes et des constructeurs, l'aviation devenant un bien commun… et bien d'autres. Il n'est pas de notre ressort de choisir quelles sont les mesures adaptées. Il est par contre de notre devoir d'affirmer que, sans aucune mesure ciblée, le trafic ne baissera pas, rendant le respect de l'accord de Paris encore plus difficile, et que cela est suicidaire au vu de la situation. Il est également de notre ressort d'aider nos concitoyen·nes et les responsables politiques à comprendre pourquoi – par exemple – une baisse du trafic aérien est indispensable (ce qui est un peu technique à comprendre, mais pas du tout inaccessible), et d'aider à chiffrer ou estimer les conséquences d'éventuelles mesures. L'exemple que nous venons de prendre peut bien entendu être étendu à toutes les activités humaines : transport routier, logement, alimentation, industrie, et nos propres activités de recherche…

Tester de nouvelles formes démocratiques ?

Il est possible que des mesures à la hauteur des enjeux arrivent à être prises dans le cadre politique actuel, par exemple en se donnant les moyens d'appliquer les décisions, en faisant vivre les principes constitutionnels de la Charte pour l'environnement, etc. Néanmoins, nous constatons que les structures démocratiques et les modes de décision actuels sont en l'état inadaptés pour prendre les mesures qui permettraient de respecter nos objectifs climatiques et environnementaux. Cela tient notamment au décalage de temporalité entre les processus électoraux centrés sur le court terme et les enjeux qui concernent le long terme ou le très long terme. Ou encore à l'influence néfaste des intérêts particuliers qui favorisent dans chaque domaine le *business as usual* contre l'intérêt de la majorité des citoyen·nes, comme l'illustre le poids du lobby des énergies fossiles. Il est donc peut-être nécessaire d'imaginer et tester de nouvelles formes démocratiques qui seraient adaptées à la gravité de la crise à surmonter.

En tant que scientifiques, nous avons été fortement intéressé·es par le travail fourni par la Convention citoyenne sur le climat (CCC), bien que les mesures proposées, même si elles avaient été mises en place sérieusement (ce qui est loin d'être le cas), ne s'avéraient pas être suffisantes. Une possibilité à envisager pourrait être la création d'assemblées représentatives des citoyen.nes par tirage au sort, qui auraient pour mission, après un temps de formation suffisamment long pour pouvoir appréhender les enjeux dans toutes leur complexité, de décider quelles mesures concrètes doivent être mises en place

pour respecter les objectifs européens de réduction des émissions, stopper la chute de la biodiversité et, plus généralement d'assurer une vie décente sur cette planète sur le long terme. Le précédent de la CCC a d'ailleurs bien illustré la pertinence de ce dispositif pour proposer des mesures largement acceptées par la population. De telles conventions pourraient avoir lieu à tous les échelons de décision politique. Inclure des représentant·es des générations futures ou des autres espèces vivantes au sein de telles conventions, pourrait également être une piste intéressante. Dans de telles assemblées, nous serions prêt·es à assumer un rôle de présentation la plus pédagogique et objective possible de l'état actuel des connaissances scientifiques, mettrions au service des citoyen·nes nos capacités de calcul et projections, et tenterions de répondre au mieux à leurs interrogations.

En en attendant ?

Tant que, d'une manière ou d'une autre, les États n'auront pas pris des mesures permettant d'éviter un cataclysme climatique, nos actions de désobéissance civile seront légitimes. Certes, mener une action précise, c'est prendre le risque de ne pouvoir parler que d'un aspect des enjeux en négligeant tous les autres et de passer à côté de leur complexité. Le risque existe également que le sens de notre action soit caricaturé ou déformé, ou que nous soyons attaqués et dénigrés. Mais même si nous préférerions rester tranquillement dans nos laboratoires, ce risque doit être pris. Cinq décennies d'alertes sans résultat, c'est bien trop ! Nous appelons tous nos collègues scientifiques conscient·es de l'urgence de la situation à nous rejoindre : loin de ternir notre crédibilité, nous considérons que nous lancer dans ces actions ne peut que renforcer la confiance que les citoyen·nes auront dans le contenu de nos messages.

Ce texte a été écrit collectivement par les membres de Scientifiques en rébellion ayant participé aux actions d'octobre 2022. Rejoignez-nous si vous êtes intéressé·e. Plus d'informations sont disponibles sur le site de Scientifiques en Rebellion .